

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°225 du lundi 23 mai 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Récupération des domaines de l'État
Ce que Bah Oury conseille aux autorités de la transition P.2



Damiba, président du Faso
« Si vous êtes fort comme vous le prétendez, vous faites votre coup d'Etat et vous faites ce que vous voulez » P.2



Eliminatoires CAN 2023 P.4
Fodé Oussou Fofana s'insurge contre la non convocation de Morlaye Sylla



Sortie du duo Amara Camara-Ousmane Gaoual
Sékou Koundouno parle d'arrogance, d'orgueil et de mépris P.4

Retrait du Mali P.5
Dans un entretien, le président du Niger acte la fin du G5 Sahel

France P.6
Un nouveau gouvernement avec la surprise Pap Ndiaye et un jeu de chaises musicales

Interview: Ousmane Camara vice-coordonnateur du FNDDT

« Le FNDDT ne veut plus voir un enfant mourir dans les rues de Bambeto » P.3



Edito à vue d'Aigle

Une 2ème évacuation d'Alpha Condé qui fait jaser

Au moment où nous mettons sous presse, l'ancien président, Pr Alpha Condé, était arrivé à Istanbul, en Turquie, pour y recevoir des soins médicaux. Mais il faut dire que cette sortie de l'homme qui aura dirigé la Guinée du 21 décembre 2010 au 5 septembre 2021 est diversement appréciée dans la cité. Pour ses partisans, c'est une bonne nouvelle. Quant aux victimes du régime déchu, elles font part de leur déception, relevant que l'ancien chef de l'Etat renversé le 5 septembre 2021 et 26 de ses poches sont poursuivis pour des crimes de sang commis lorsqu'ils étaient aux commandes de la Guinée. Elles craignent légitimement que l'ancien homme fort de Conakry ne reste longtemps en dehors du pays. Ce qui pourrait retarder le procès que tous les Guinéens attendent avec impatience pour faire toute la lumière sur ces tueries et graves atteintes aux droits de l'homme enregistrées sous la gouvernance d'Alpha Condé... P2

Edito à vue d'Aigle



Une 2^{ème} évacuation d'Alpha Condé qui fait jaser

Au moment où nous mettons sous presse, l'ancien président, Pr Alpha Condé, était arrivé à Istanbul, en Turquie, pour y recevoir des soins médicaux. Mais il faut dire que cette sortie de l'homme qui aura dirigé la Guinée du 21 décembre 2010 au 5 septembre 2021 est diversement appréciée dans la cité. Pour ses partisans, c'est une bonne nouvelle. Quant aux victimes du régime déchu, elles font part de leur déception, relevant que l'ancien chef de l'Etat renversé le 5 septembre 2021 et 26 de ses poches sont poursuivis pour des crimes de sang commis lorsqu'ils étaient aux commandes de la Guinée. Elles craignent légitimement que l'ancien homme fort de Conakry ne reste longtemps en dehors du pays. Ce qui pourrait retarder le procès que tous les Guinéens attendent avec impatience pour faire toute la lumière sur ces tueries et graves atteintes aux droits de l'homme enregistrées sous la gouvernance d'Alpha Condé.

Pour rappel, en décembre 2021, le CNRD a autorisé Alpha Condé à aller se faire soigner dans un pays de son choix. Ce dernier, on le sait, après son renversement, a été gardé, dans les conditions dignes de son rang, au palais Mohammed 5, avant d'être transféré à la résidence de son épouse Hadja Djènè Kaba à Landréah, dans la commune de Dixinn.

Le 17 janvier 2022, le Professeur Alpha Condé, accompagné de son médecin et de deux gardes du corps, quittera le pays à bord d'un avion spécial pour Abu Dhabi (Emirats arabes unis) via Le Caire (Égypte). Après avoir bénéficié des soins appropriés, il regagnera Conakry avant que sa libération ne soit officiellement décidée et annoncée par le CNRD. Le vendredi 20 mai 2022, dans un communiqué lu à la télévision nationale, le CNRD a une nouvelle

fois autorisé le professeur Alpha Condé à aller se faire soigner à l'étranger. Comme indiqué plus haut, il est déjà en Turquie pour un séjour médical dont la durée n'est pas déterminée. Espérons que cette fois-ci, le fondateur du RPG ne fera pas de sorties qui seraient de nature à embarrasser les autorités de la transition. La vidéo de la célébration de son 84^{ème} anniversaire et la fuite d'un enregistrement audio qui lui a été attribué depuis Abu Dhabi ont offusqué beaucoup de ses compatriotes.

Il y a des voix qui se lèvent toutefois pour dire que le CNRD n'aurait pas dû faire ce communiqué pour annoncer une deuxième évacuation d'Alpha Condé, en lieu et place des services compétents de la justice.

Kèfina Diakité

Récupération des domaines de l'État

Ce que Bah Oury conseille aux autorités de la transition

Parlant de la récupération des biens et domaines de l'Etat, Bah Oury, le président de l'UDRG, dans l'émission «On Refait le Monde» de Djoma Médias, a invité le CNRD à privilégier une gestion plus humaine et plus rationnelle de ce problème précis, notamment à l'intérieur du pays.



« A Koumbia, qui est une bourgade relativement éloignée et parmi les préfectures les plus pauvres du pays, le problème s'est posé. Pendant des années et des années, les administrateurs ont spolié le patrimoine de l'Etat. Le CNRD a une volonté de récupérer le patrimoine de l'Etat. Donc, des personnes qui ont été victimes de l'arbitraire ou de la cupidité ou de la mauvaise gouvernance des anciennes administrations avec des années et des années de retard, devien-

nent des victimes d'une situation dont peut-être leurs descendants ou leurs ayants-droits ne sont pas les auteurs mais vivent une situation de fait... », a fait remarquer Bah Oury, le chef de file de l'UDRG. Pour lui, il faut trouver des solutions au cas par cas, localité par localité pour ne pas exacerber la souffrance les populations qui ne savent plus où donner de la tête.

« A mon avis, il faut appliquer une politique au cas par cas en privilégiant dans une large me-

sure une gestion plus humaine et plus rationnelle de ce problème dont les anciennes administrations sont responsables. Si dans une localité, il y a de nouveaux espaces qui ne sont pas stratégiques, il appartient à l'Etat de considérer l'ancienne zone réservée comme étant caduque puisque ça a été spolié pendant des années et des années et de trouver par un aménagement du territoire bien adapté de nouvelles réserves foncières de l'Etat pour la construction d'un certain nombre de choses. (...) Il y a des moyens de trouver cas par cas comment régler les problèmes sans pour autant faire souffrir la population. Et c'est à cela qu'on demande au CNRD, gouverner, c'est faire des choix en ayant des principes qui permettent d'atténuer les souffrances des populations. Et je pense qu'il faut aller dans cette direction. Ne pas aller tête baissée comme un bulldozer et qui rase. Non, trouvons cas par cas, localité par localité, les moyens les plus adaptés... », préconise Bah Oury. Reste à savoir maintenant si son appel sera entendu par les autorités de la transition. Attendons de voir.

Kèfina Diakité

Damiba, président du Faso

« Si vous êtes fort comme vous le prétendez, vous faites votre coup d'Etat et vous faites ce que vous voulez »

Le président du Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, était face aux forces vives de la région des Hauts-Bassins, ce vendredi 20 mai 2022 à Bobo-Dioulasso. Cette rencontre a été voulue par le chef de l'Etat, pour recueillir les préoccupations de la population des Hauts-Bassins pour la bonne marche de la transition au Burkina Faso. Les citoyens bobolais ne sont pas passés par quatre chemins pour exposer leurs préoccupations au président Damiba.



Parmi les différentes questions abordées au cours de cette rencontre, il y a eu celle relative à la politique de partenariat sécuritaire du Burkina. Cette question a été posée par un membre des organisations de la société civile qui a demandé au MPSR de clarifier sa position sur les partenariats militaires du Burkina avec certains pays, notamment la France. « C'est la condition pour nous, de soutenir le

(Suite à la page 3)

Interview: Ousmane Camara vice-coordonnateur du FNDD

« Le FNDD ne veut plus voir un enfant mourir dans les rues de Bambeto »

Pour contrecarrer le Front National pour la Défense de la Constitution afin de soutenir le Conseil National pour le Rassemblement et Développement (CNRD), un mouvement vient de naître. Il s'appelle le Front National pour la Défense de la Transition (FNDD). Dans une interview exclusive accordée à l'Aigleinfos, le vice-coordonnateur national du mouvement est revenu sur l'objectif du mouvement et sa vision. Selon Ousmane Camara (OC), le FNDD ne veut plus voir des enfants mourir dans les rues de l'Axe, à cause des manifestations politiques. Lisez....

L'Aigleinfos : Récemment, vous avez créé le mouvement dénommé FNDD. Dites-nous d'où est partie l'idée de la création de ce mouvement ?

Ousmane Camara: L'idée est partie de la gravité, du danger, de menaces qui guettent aujourd'hui la Guinée et les Guinéens. On se dit, si toutefois pour des raisons diverses, politiques, les Guinéens doivent perdre des biens, des véhicules cassés, calcinés, des vies humaines doivent partir en fumée à un moment de la vie, il faut savoir arrêter, faire la part de choses. Est-ce que la politique va nous pousser à mourir? Est-ce qu'il faut être autour de la table de négociation, se dire la vérité? Ces nombreuses questions nous ont poussés à créer ce qu'on appelle le FNDD. Donc ça a été un sursaut de conscience. Puisque nous, nous avons eu des amis, des frères, pour qui j'ai une pensée pieuse, qui sont morts. Ils voulaient vivre aussi comme nous. Mais voilà aujourd'hui ils ont été affectueusement arrachés aux différentes familles.

L'Aigleinfos: On se rappelle la junte militaire qui était au pouvoir en 2009. C'est comme ça que des mouvements de soutien ont commencé. Moussa Dadis Camara au début avait annoncé qu'il n'allait pas se présenter, finalement il a changé de discours. Est-ce que les mêmes discours ne pousseront pas le CNRD à changer de discours aussi ?

Ousmane Camara : Je ne crois pas. C'est vrai que les contextes sont différents, mais je ne crois pas. Certes on parle de la junte, mais je pense que les contextes sont différents. Les règles du jeu ont été tracées dès le départ par le colonel Mamadi Doumbouya. Il dit qu'il ne prendra pas part à cette compétition, non plus son gouvernement. Vouloir le ramener à ça, je pense que ce n'est pas normal.

L'Aigleinfos: Aujourd'hui, bon nombre de Guinéens se posent des questions à savoir pourquoi vous avez pris les taureaux par les cornes pour défendre cette junte ?

Ousmane Camara: C'est là où il y a l'amalgame. D'aucuns



vont jusqu'à nous coller l'étiquette de vouloir défendre le CNRD ou dire nous sommes financés par le CNRD. Alors que là nous ne dirons pas que nous ne connaissons pas le colonel Mamadi Doumbouya. Mais quand il prenait l'initiative de renverser le système, ça a été une demande populaire. Nous avons poussé l'armée à prendre ses responsabilités. Alors, si on a un Guinéen qui a eu ce courage là, pour venir délivrer le peuple de Guinée, il n'y a pas de raison pour ne pas le défendre.

L'Aigleinfos: L'autre question c'est la durée de la transition. D'aucuns parlent de 36 mois validés par le CNT et d'autres, notamment la société civile et une partie des formations politiques ne veulent pas entendre cela. Une chose confirmée par la sortie de la CEDEAO. Puisque cette organisation sous-régionale invite la junte à trouver un délai raisonnable.

Ousmane Camara: Cette question de délai est relative à la personne qui apprécie et selon son intérêt. Ce n'est pas ce qui nous intéresse nous. Si la junte militaire qui est responsable de gérer les destinées de la Guinée, estime qu'en 36 mois tout peut se jouer, vraiment nous ne pouvons qu'être solidaires de ça. Ceux qui sont en train de dénoncer les 36 mois là, à l'entame des choses, étaient

gens de rejoindre la rue ou menacer ceci ou cela. Voilà aujourd'hui on assiste à la venue de la CEDEAO. Nous sommes membres, c'est vrai, peut-être ça n'a pas été le cas au Mali, la sanction est arrivée de la CEDEAO, on sait ce que les Maliens sont en train de traverser. Notre prière aujourd'hui est que cette CEDEAO, dont la Guinée est membre, se mette à l'écoute des Guinéens pour éviter le pire.

L'Aigleinfos: Selon des sources, il y a un remaniement au sein du gouvernement qui se profile à l'horizon. Certains pensent que votre coordonnateur national Bogola Haba fait partie de l'équipe qui va entrer dans le nouveau gouvernement. Il est accusé parce qu'il défend le CNRD. Qu'en pensez-vous ?

Ousmane Camara : D'abord, je pense que la défense du CNRD, je dis que nous défendons la Guinée et les Guinéens afin qu'il y ait des morts pendant les événements politiques. Cependant, vous n'êtes pas sans savoir que Conakry est la capitale mondiale de rumeurs. Par contre, ce que je peux vous dire ici est que je soutiens fermement si l'État a besoin de vous et qu'on vous fasse appel pour la gestion du pays, le sens élevé, le patriotisme voudrait qu'on l'accepte et qu'on le fasse avec dignité, honneur et loyauté.

Pour le moment, ce sont des rumeurs. Je ne suis pas au courant. Je ne suis pas dans les confidences du colonel Mamadi Doumbouya.

L'Aigleinfos : Votre mot de la fin

Ousmane Camara : Il faut juste qu'on appelle la Guinée et les Guinéens à la cohésion sociale, à se donner la main afin qu'on rayonne afin que l'espoir qui se lève, le bout de soleil qu'on est en train de voir venir nous arrive. Je pense que c'est la Guinée et les Guinéens qui gagnent. Mais qu'on arrête de dire tel est en train de soutenir ceci ou cela. Prônons la paix. Quand la période électorale va arriver, chacun saura où se loger selon ses intérêts et selon l'importance qu'il accorde au projet de société des uns et des autres. Mais pour le moment, je pense que la quiétude sociale, la paix n'a pas de prix. Et le FNDD se donne pour ambition d'activer cela. On n'a pas besoin des coups de poing. Et cela n'a rien arrangé, que ce soit en Guinée ou ailleurs. Aujourd'hui, le FNDD ne veut plus voir un enfant mourir dans les rues de Bambeto, des cimetières ouverts ça et là! Non. On n'a pas vraiment besoin de ça. Allons de l'avant. Je vous remercie

Entretien réalisé par Amadou Tidiane Diallo

Damiba, président du Faso

« Si vous êtes fort comme vous le prétendez, vous faites votre coup d'Etat et vous faites ce que vous voulez »

MPSR », a lancé ce dernier.

Et le président du Faso de répondre : « A partir d'aujourd'hui, vous êtes le premier soutien de la transition.

«Celui qui s'écarte des objectifs de la transition, il aura à faire à la transition. Soyez rassuré qu'un pays n'est jamais collé à un autre pays à vie. Le problème que vous posez, même s'il est pertinent, l'approche n'est pas bonne. Les gens sont fiers quand on recrute un sélectionneur de tel

pays, quand on reçoit des équipements ou de matériels médicaux de tel pays... Vous comprenez ce que je veux dire? Nous avons donné comme axe en matière de politique de coopération, ce qui intéresse le Burkina. Mais si vous êtes fort comme vous le prétendez, vous venez faire votre coup d'Etat et vous faites ce que vous voulez. Nous ne sommes pas là pour perdurer dans des dynamiques qui ne sont pas bien pour le pays ».

Il a aussi souligné qu'un pays n'est jamais lié à un autre pays à vie. « Il y a des moments où les pays se rencontrent et des moments où ces pays sont opposés », a-t-il laissé entendre. Avant d'ajouter que le pays est libre de nouer des partenariats avec ceux qui peuvent l'aider à se développer.

Source : Lefaso.net/Omega

Eliminatoires CAN 2023

Fodé Oussou Fofana s'insurge contre la non convocation de Morlaye Sylla

La non convocation de Morlaye Sylla du Horoya AC, par le sélectionneur Kaba Diawara, pour les deux premières journées des éliminatoires de la CAN 2023, a fait réagir aussi bien les acteurs sportifs que les politiques. C'est le cas par exemple de Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG, qui demande à ce que ce jeune espoir du football guinéen soit rétabli dans ses droits.



« Je pense qu'il est de la responsabilité du ministre de la Jeunesse et des Sports, Lansana Béa et de la dame du Conor de ramener Kaba Diawara à la raison. Il ne faut pas qu'on le laisse faire ce qu'il veut, comme il veut et quand il veut. En l'écoutant sur les arguments avancés par rapport à Morlaye Sylla, quand tu l'écoutes, tu sens que c'est un homme haineux. Je ne sais pas qu'est-ce qu'il a comme dent contre ce jeune homme qui est considéré comme étant l'un des meilleurs demis sur le plan africain? On a le plaisir même quand on n'est pas sportif, quand tu vois ce garçon jouer au ballon, tu es content, tu es fier. Certainement, il n'a pas eu de la chance. Il n'a pas eu l'occasion parce que le rêve de tout footballeur au jour d'aujourd'hui, c'est d'être un professionnel à l'extérieur. Il n'a pas eu de chance parce que ça peut arriver. Mais il ne peut pas décider comme ça de façon unilatérale de choisir qui il veut, comme il veut, quand il veut en laissant les locaux qui sont là et qui travaillent. Dans tous les pays africains qui ont avancé, la base, ce sont les locaux. On a vu au temps de la première république ici, on

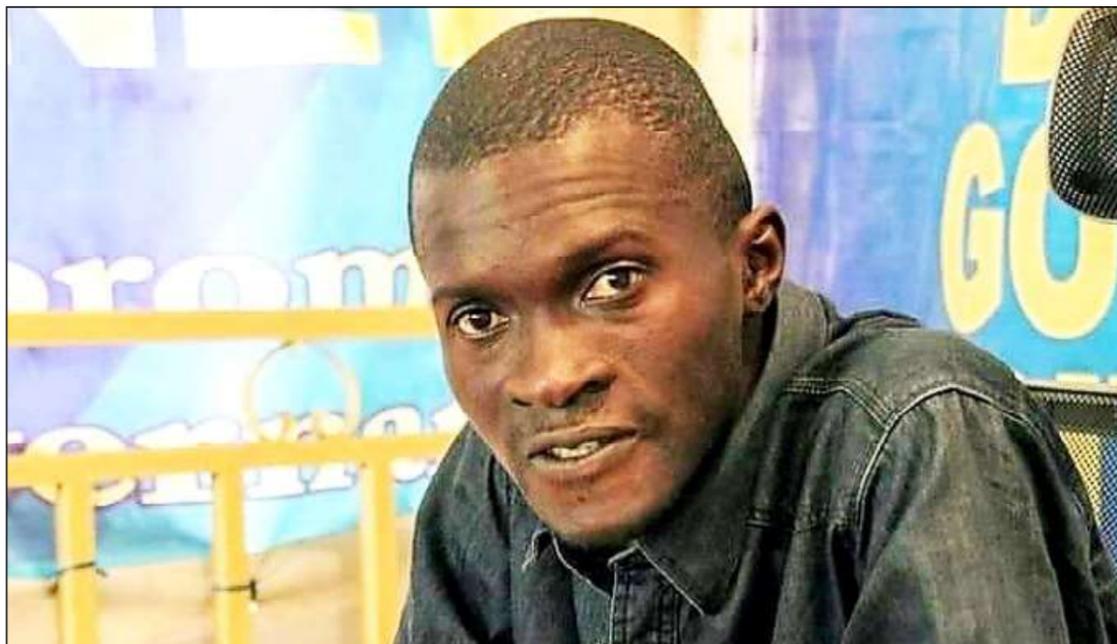
a vu le Hafya Football Club, on a vu le Syli national. Le Syli national était composé des joueurs du Hafya Football Club (...). La pépinière du football, c'est Kindia. Les Chérif Souleymane, Morciré Sylla, Sékou Condé et Sékou Sanoh, tous ces joueurs-là sont venus de Kindia. C'était des compétitions dans les fédérations, dans les comités de base. Quand tu es intelligent et tu penses à l'avenir, tu veux avoir des résultats à l'avenir, tu t'arranges à former des footballeurs dans le championnat. Quoi qu'on dise, notre championnat existe. On peut identifier des joueurs ici, les mettre ensemble pour qu'ils continuent à avoir une équipe. Une équipe, ce sont des personnes qui jouent ensemble. Il faut que Kaba Diawara comprenne ça. Une équipe, ce ne sont pas des gens que tu ramasses d'un point A et d'un point B, tu les regroupes à deux semaines des compétitions. Ça, ce n'est pas une équipe. Je pense que le petit Morlaye Sylla doit être rétabli. On doit pouvoir le rétablir parce que c'est un excellent joueur. », martèle Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG.

Tidiane Diallo

Sortie du duo Amara Camara-Ousmane Gaoual

Sékou Koundouno parle d'arrogance, d'orgueil et de mépris

Le jeudi 19 mai, le colonel Amara Camara (ministre secrétaire général et porte-parole de la présidence de la République) et Ousmane Gaoual Diallo (porte-parole du gouvernement) ont fait une sortie médiatique très musclée pour répondre au président de la commission de la CEDEAO, l'ivoirien Jean-Claude Kassi BROU, qui, quelques jours plus tôt, s'est prononcé contre une transition de longue durée. C'était à travers une interview accordée à Africa24.



Dans une tribune publiée dans la presse le vendredi 20 mai, Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC, a indiqué que l'arrogance, l'orgueil et le mépris n'ont jamais été des solutions viables à un problème.

« L'arrogance, l'orgueil et le mépris n'ont jamais été des solutions viables à un problème. Au lieu de s'en prendre à la personne du Président de la Commission de la CEDEAO, le bon sens commande de répondre aux questions qu'il a soulevées. C'est peut-être l'incapacité à trouver des réponses pertinentes aux non moins pertinentes questions qu'a posées M. Kassi Brou qui explique la virulence des déclarations du porte-parole de la présidence de la République.

Les déclarations du diplomate ivoirien renferment des vérités qui ne dérangent que les ennemis de la démocratie. En effet, la souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants élus et par voie référendaire. Un groupe d'hommes armés ne peut pas s'emparer du pouvoir et prétendre s'octroyer un mandat plein comme s'ils étaient élus. Si on peut prendre le pouvoir par la force, on ne peut l'exercer que par le consensus. Seule

une élection au suffrage universel peut conférer la légitimité aux détenteurs du pouvoir.

Il est vrai que le 5 septembre 2021 et les jours qui ont suivi, de nombreux guinéens ont applaudi les putschistes. Mais, ces applaudissements ne peuvent être assimilés à une élection. D'ailleurs, certains citoyens se sont réjouis tout simplement du renversement du Président Alpha Condé et non de l'entrée par effraction de militaires sur la scène politique. D'autres soutiens s'expliquaient uniquement par des considérations d'ordre ethnique ou régionale. Il serait donc inintelligent de se laisser griser par ces types de soutiens pour penser qu'on peut s'attribuer le pouvoir de décider de tout sans concertation et dans l'exclusion d'une partie très signifi-

cative des acteurs sociopolitiques du pays.

Les membres de la junte militaire ne sont pas les seuls patriotes de la Guinée. Il faut qu'ils le comprennent. Plus ils s'éternisent au pouvoir, plus leur capital de crédit fond comme neige au soleil, plus ils deviennent vulnérables et moins ils inspirent la confiance ou la peur.

Au sujet de Monsieur Jean-Claude Kassi Brou, sa personne et son mandat à la tête de la CEDEAO ne posent aucun problème. Il a été nommé pour un mandat de quatre ans qui arrivera à son terme dans quelques semaines. Il pourrait être le prochain gouverneur de la BCEAO. », a écrit Sékou Koundouno, responsable des stratégies et planification du FNDC.

Kéfina Diakité

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Retrait du Mali

Dans un entretien, le président du Niger acte la fin du G5 Sahel

« Le G5 Sahel est mort » : déclaration sans ambiguïté de Mohamed Bazoum. Dans un entretien exclusif accordé au quotidien français La Croix, le président du Niger donne sa vision des nouvelles autorités du Mali et du départ des forces militaires françaises du pays.



dans cette zone. »

Dans ce long entretien au journal français, Mohamed Bazoum interpelle également directement le président français Emmanuel Macron. « Qu'attendez-vous de lui ? », interroge le journaliste : « Une présence de Barkhane plus conséquente et plus d'équipements pour nos armées. »

Pour le président du Niger, les Occidentaux doivent changer leurs règles d'engagement : « Les Occidentaux en opération prennent trop de précautions. Ils doivent consentir à un peu plus de sacrifices et ne pas être hantés par les pertes. »

Mohamed Bazoum s'exprime enfin sur le sentiment antifrançais, pour lui instrumentalisé par « des officines mobilisées derrière ce courant ». Loin d'exprimer pour le chef de l'État une réalité : « Sur le terrain, les populations n'ont pas ce problème. Elles ne demandent qu'une chose : que la présence des Occidentaux contribue à lutter efficacement contre les terroristes. »

RFI

« L'isolement de Bamako en Afrique de l'Ouest est une mauvaise chose pour toute la sous-région... Le G5 Sahel est mort », attaque Mohamed Bazoum qui développe : « Si ce pays était dans une situation normale, nous serions en mesure de développer notre coopération en

relation avec Barkhane. »

Pour le chef de l'État, les forces maliennes ne remplissent pas leur mission dans la zone « des trois frontières ». « Notre frontière avec le Mali est sous la coupe de l'État islamique au Grand Sahara. Bamako n'a pas investi les postes avancés

Transition

Le G58 et le RPG Arc-en-ciel et Alliés dénoncent la violation de la Charte

Dans une déclaration en date du 18 mai, le G58 et le RPG Arc-en-ciel et Alliés dénoncent la violation de la Charte de la transition.

« Les partis politiques du G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES se sont réunis, ce mercredi 18 mai 2022, au siège de l'UFR, dans un contexte de dysfonctionnement aggravé de la transition traduit par la violation flagrante et manifeste des dispositions de la Charte de la Transition par le CNRD, le CNT et le Gouvernement.

Il est fréquent de constater, que la Charte, socle de la Transition, est systématiquement violée à chaque fois que l'une de ses dispositions est en contradiction avec la volonté du CNRD de confisquer le pouvoir. C'est ainsi que le Président de la Transition a fixé unilatéralement la durée de la Transition alors que l'article 77 de la Charte prévoit « que cette durée sera fixée de commun accord entre les FORCES VIVES de la Nation et le CNRD ».

L'autoritarisme dont fait preuve le Président de la Transition en fixant la durée de la Transition de manière unilatérale est fortement désapprouvé par la population et a davantage attisé les tensions dans le pays. C'est pourquoi, le CNRD a publié des communiqués, en date des 13 et 15 mai 2022, interdisant les manifestations dans tout le pays. Or, le droit de manifester est un droit inaliénable, inscrit dans la Charte de la Transition en ses articles 8, 33 et 74. Il est également prévu dans les traités sous régionaux et internationaux auxquels la République de Guinée est partie.

Par ailleurs, le manque de discernement et la violation des droits dans les opérations relatives à la récupération des biens publics et privés ou à la lutte contre la corruption interpellent et interrogent quant aux véritables intentions du CNRD. Pour davantage crédibiliser leurs actions, les guinéens attendaient des autorités actuelles qu'elles déclarent leurs biens à leur entrée en fonction, conformément aux lois nationales en vigueur. La publication de la liste nominative des membres du CNRD non seulement faciliterait considérablement la relation du CNRD avec ses partenaires nationaux et internationaux mais aussi et surtout conférerait plus de crédibilité à ses actions. De même, elle offrirait une visibilité sur ceux qui sont concernés par l'inéligibilité mentionnée dans la Charte.

Au regard de ce qui précède, le G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES :

§ condamnent avec force, les violations récurrentes de la Charte dont le strict respect engage le présent et l'avenir du pays ;

§ dénoncent et rejettent l'auto-

ritarisme du Président de la Transition et rappellent que la force de la Charte s'impose à toute autorité ;

§ condamnent le manque de responsabilité du CNRD et du CNT et leurs conséquences sur la fragilisation de la Transition ;

§ désapprouvent avec la plus grande fermeté les communiqués du CNRD interdisant toute forme de manifestation sur le territoire national ;

§ affirment leur détermination à défendre l'État de droit et en l'occurrence le droit de manifester qui est une des libertés d'expression chèrement acquise par le peuple de Guinée dans son combat pour la démocratie dans notre pays.

Le G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES alertent, une fois de plus, le CNRD sur le danger de la fuite en avant et sur la nécessité d'un dialogue inclusif avec la classe politique, ouvert à la société civile et aux Partenaires techniques et financiers et ce, sous médiation de la CEDEAO, de l'UA ou de l'ONU.

Le G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES estiment qu'il n'y a pas d'alternative à cet appel au dialogue de la classe politique qui représente plus de 95% des suffrages des guinéens, toute élection confondue, durant les dix (10) dernières années.

Le G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES réaffirment leur engagement pour une transition apaisée et consensuelle propice au retour rapide à l'ordre constitutionnel dans un délai raisonnable, et prennent à témoin l'opinion nationale et internationale quant aux risques que fait peser le CNRD sur la paix sociale en refusant obstinément tout dialogue sincère et constructif.

Face à cette situation, le CNRD sera le seul responsable de la dégradation du climat et de la paix sociale que pourrait connaître notre pays dans les jours à venir.

Le G58, RPG ARC EN CIEL et ALLIES lancent un appel pressant à l'ensemble de nos compatriotes vivant aussi bien en Guinée qu'à l'étranger à se mobiliser fortement pour défendre nos acquis démocratiques pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Pour ce faire, il a été décidé de la mise en place d'une commission technique pour l'organisation matérielle des futures manifestations pacifiques. », peut-on lire dans la déclaration du G58 et du RPG Arc-en-ciel et alliés.

Tidiane Diallo

Conduite de la transition

Un cadre du RPG invite le CNRD à un dialogue sincère avec la classe politique

A la fin d'une réunion qui s'est tenue le 18 mai 2022 à huis-clos, au siège de l'UFR, entre coalitions politiques, Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau national du RPG Arc-en-ciel, a donné la position de son parti par rapport à la conduite de la transition par le CNRD et son président, qu'il invite à dialoguer de façon sincère avec la classe politique.

Le mercredi 18 mai, le G58, le RPG Arc-en-ciel et alliés ont eu une rencontre au siège de l'UFR de Sidya Touré pour se prononcer contre l'interdiction des manifestations politiques sur la voie publique et le chronogramme « conflictogène » de 36 mois proposé par le CNT. Ils ont réitéré leur appel au CNRD afin qu'il soit mis en place un cadre permanent de dialogue franc et sincère avec la classe politique dans son ensemble pour une transition apaisée et inclusive. A la fin de cette réunion qui s'est tenue à huis-clos, Mohamed Lamine Kamissoko, membre du bureau national du RPG Arc-en-ciel, a donné la position de son parti par rapport à la conduite de la transition par le CNRD et son président.

« Nous nous joignons à toutes les forces patriotiques et démocratiques pour dire non à la proposition du

chronogramme du CNRD. On n'est pas d'accord. Voilà, c'est ça notre position... Dans un premier temps, nous allons faire des déclarations pour montrer au CNRD qu'on n'est pas d'accord. S'ils font la sourde oreille, ensuite on verra ce qu'il faut faire. Tout est possible quand le pouvoir ferme la porte au dialogue et il serait le seul responsable dans ce cas. On ne ferme pas la porte au dialogue, on ne dit pas systématiquement quiconque fait ça... Qu'est-ce qu'il a dit le premier jour de sa prise de pouvoir? Il a dit que le professeur Alpha Condé a pris le peuple de Guinée en otage, il a dit que le professeur Alpha a instrumentalisé la justice, voilà. Mais aujourd'hui, on assiste à quoi? Et vous et nous, tout le monde sait que le peuple est pris

en otage, sinon tu ne peux pas dire à quelqu'un pas de manifestations tandis que les droits les plus inaliénables confèrent aux partis politiques, aux citoyens de circuler librement, de manifester librement... Pendant notre temps, il y a eu plus de 800 manifestations qui ont tous été autorisées. C'est vers la fin quand on vu que les manifestations prenaient un caractère de violence que nous avons demandé de les arrêter. Il n'y pas de caractère absolu, j'ai dit, tout dépend de ce qui va se passer en termes de discussions entre le pouvoir et la classe politique », a confié à la presse Mohamed Lamine Kamissoko, membre du BPN du RPG Arc-en-ciel, ancien parti au pouvoir.

Kéfina Diakité

France

Un nouveau gouvernement avec la surprise Pap Ndiaye et un jeu de chaises musicales

L'historien Pap Ndiaye à l'Education et un vaste jeu de chaises musicales: un mois après la réélection d'Emmanuel Macron, et à trois semaines des législatives, la France s'est enfin dotée vendredi d'un nouveau gouvernement oscillant entre renouvellement et recyclage.



qu'Agnès Pannier-Runacher (ex-Industrie) obtient le portefeuille de ministre de la Transition énergétique. Les deux femmes formeront avec Elisabeth Borne, directement chargée de la planification écologique et énergétique, le triumvirat « écolo » du gouvernement.

Sébastien Lecornu (ex-Outre-mer) décroche pour sa part les Armées en remplacement de Florence Parly, Marc Fesneau (ex-Relations avec le Parlement) ira à l'Agriculture, Brigitte Bourguignon (ex-Autonomie) prend du galon en allant à la Santé, tandis que le ministère du Travail échoit à Olivier Dussopt (ex-Budget), avec la réforme des retraites en toile de

fond. l'arrivée de Damien Abad focalise l'attention et traduit la poursuite de la fracturation de la droite par Emmanuel Macron. Ancien patron des députés LR, qui a claqué cette semaine la porte de son parti, obtient un ministère des Solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées.

Proche d'Edouard Philippe, le maire d'Angers Christophe Béchu est nommé ministre délégué en charge des collectivités territoriales.

– Ministres en réserve –

Et quelques marcheurs historiques sont récompensés, au premier rang desquels le patron du parti Stanislas Guerini, ministre de la Transformation et de la fonction publiques, la présidente de la Commission des Lois de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet, promue aux Outre-mers, ou encore Amélie Oudéa-Castera, ancienne DG de la Fédération de tennis (FFT), qui accède aux Sports.

La présidente de l'Université Paris-Saclay Sylvie Retailleau prend la tête de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et la magistrate Isabelle Rome sera chargée de l'égalité femmes-hommes.

Elisabeth Borne défendra ces choix au journal télévisé de TF1 vendredi

soir.

Ce nouveau gouvernement, qui doit se réunir en Conseil des ministres lundi, mènera la bataille des législatives des 12 et 19 juin, qui pourrait donner lieu à une autre vague de nominations.

Mais les ministres devront aussi se faire discret, la période de réserve débutant...lundi.

Le tempo de ces nominations, fruits d'un long processus de maturation, a agacé les oppositions, à l'image de l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon.

« Macron attend ce soir pour annoncer le gouvernement. Avantage: alléluia médiatique tout le week-end + manière d'empêcher les candidatures de riposte face aux futurs ministres ralliés », a-t-il tweeté, alors que les candidats aux législatives des 12 et 19 juin ont jusqu'à 18H00 pour déposer leur candidature.

« C'est particulièrement anormal lorsque l'on connaît la situation quotidienne des Français, (qui n'est) pas un long fleuve tranquille » avec notamment la hausse des prix, a affirmé jeudi la finaliste d'extrême droite à la présidentielle Marine Le Pen.

AFP

Parmi les surprises égrénées sur le perron de l'Élysée par le secrétaire général Alexis Kohler figurent l'attribution du portefeuille de ministre des Affaires étrangères à la diplomate Catherine Colonna ou encore l'arrivée à la Culture de Rima Abdul Malak, jusque-là conseillère d'Emmanuel Macron.

Mais le centre d'attraction est l'arrivée au ministère de l'Éducation de Pap Ndiaye, âgé de 56 ans, qui dirigeait jusqu'à présent le Palais de la Porte Dorée, et donc le musée de l'Histoire de l'immigration. Cet intellectuel, spécialiste d'histoire sociale des États-Unis et des minorités, aura la charge de succéder à Jean-Michel Blanquer à la tête d'un ministère à vif, traversé par des tensions sociales.

Mme Colonna, elle, est déjà rompue aux rouages de l'État, ayant été ministre des Affaires européennes de 2005 à 2007 et porte-parole de l'Élysée sous Jacques Chirac. La nouvelle cheffe de la diplomatie française, qui arrive dans un contexte international marqué par la guerre en Ukraine,

était ambassadrice au Royaume-Uni depuis septembre 2019.

– Le Maire N.2 –

A l'image de la nomination lundi à Matignon d'Elisabeth Borne, ancienne ministre du Travail, le premier gouvernement du deuxième quinquennat Macron est aussi marqué par la reconduction de plusieurs figures de l'acte I.

Certains conservent leurs portefeuilles: c'est le cas des poids-lourds Bruno Le Maire (Économie, finances et souveraineté industrielle et numérique), qui obtient le statut de N.2 du gouvernement, Gérald Darmanin (Intérieur) et surtout Eric Dupond-Moretti (Justice), malgré des relations conflictuelles avec les syndicats de magistrats. Clément Beaune reste pour sa part le M. Europe de l'exécutif, et Franck Riester au Commerce extérieur.

L'essentiel du mouvement s'apparente à un jeu de chaises musicales.

C'est ainsi qu'Amélie de Montchalin (ex-Fonction publique) devient ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires et

Figure de la gestion de la crise Covid, Olivier Véran prend en charge les Relations avec le Parlement, tandis que Gabriel Attal est envoyé aux Comptes publics. Olivia Grégoire lui succède au portefeuille.

Parmi les entrants politiques,

Kassory et Cie maintenus en prison

Me Sidiki Béréte fait part de son incompréhension

Le vendredi 20 mai 2022, à la faveur de la conférence de presse animée par les avocats de l'ex-Premier ministre Dr Ibrahima Kassory Fofana et les anciens ministres Mohamed Diané et Oyé Guilavogui, Me Sidiki Béréte, membre dudit collectif, a taclé le procureur spécial de la CRIEF, Aly Touré, qui s'est opposé à la liberté conditionnelle accordée à leurs clients, en interjetant appel de la décision de la cour.

« J'ai eu peur hier du com-

portement du procureur spécial. Il est en train de salir la transition. Il est en train même de mettre en péril la décision de la CRIEF... », a martelé Me Sidiki Béréte. Et de préciser: « Il n'y avait pas une décision préventive, c'est-à-dire une décision de maintien en détention préventive. Si nos clients étaient sous mandat de dépôt antérieurement par un juge d'instruction ou une juridiction de jugement, on pouvait ordonner la liberté et le procureur peut relever appel mais son appel a un effet

suspensif. Mais il y a eu une décision antérieure de détention, c'est là où il s'est suicidé, où il a montré qu'il est amateur en droit parce qu'il avait une décision de détention préventive...Moi si ça ne tenait qu'à moi hier, mes clients n'allaient pas bouger sauf si le procureur très spécial, le roi de la cité en ce moment, qui est en train de salir la transition, allait me montrer un acte pour l'autoriser. Sans quoi on allait rester là-bas... »

Kéfina Diakité

«Retour à la pensée coloniale»

Sergueï Lavrov dénonce l'attitude de la France à l'égard du Mali

Sergueï Lavrov a jugé que les critiques de Paris à l'encontre du gouvernement malien reflétaient la volonté de continuer à lui dicter sa conduite et a annoncé que la Russie était prête à soutenir le Mali, confronté à de graves défis sécuritaires.



Recevant à Moscou son homologue malien Abdoulaye Diop, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a dénoncé le 20 mai la «mentalité coloniale» de Paris et de l'Europe à l'égard de Bamako. «Le

mécontentement [de la France] face à l'attitude des dirigeants maliens de solliciter l'aide de structures extérieures de protection et de sécurité n'est rien d'autre qu'un retour à la pensée coloniale dont les Européens

auraient dû se débarrasser depuis longtemps», a lancé le ministre russe des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse.

Il a lancé une mise en garde contre «un danger réel d'apparition» au Mali «d'enclaves d'anarchie», où des combattants de diverses formations armées illégales qui se sont déjà préparés à de telles actions opéreront sans entrave», un phénomène qui, selon lui, «menace l'intégrité territoriale du pays» et dont la Russie a averti la France à plusieurs reprises. «Nous comprenons mais n'apprécions pas les tentatives de la France et d'autres pays de l'UE de prétendre à un rôle dominant en Afrique et dans d'autres régions», a souligné le diplomate, jugeant «inadmissible» que la France cherche à «dicter sa conduite au Mali, avec qui elle peut communiquer».

Par ailleurs, le chef de la diplomatie russe a assuré que Moscou était prêt à accorder un

soutien à Bamako «pour augmenter les capacités de combat des forces armées maliennes», notamment dans la formation des militaires et des policiers. Il a aussi assuré que Moscou allait continuer à livrer au Mali du blé, des engrais minéraux et des produits pétroliers, alors que la Russie est visée par les sanctions occidentales en représailles à son offensive en Ukraine. Ces mesures de rétorsion ont mis à mal les capacités d'exportation de la Russie et nourrissent la crainte d'une crise alimentaire mondiale.

La coopération russo-malienne donne «des résultats probants sur le terrain», selon Abdoulaye Diop

Le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop a quant à lui salué le «partenariat privilégié» entre les deux pays qui se traduit par une «coopération militaro-technique», insistant sur le fait que celle-ci se faisait à la demande du Mali. Ladite coopération débouche sur «des résultats probants sur

le terrain», selon le diplomate, qui s'est réjoui de plusieurs succès contre les groupes terroristes. Il a enfin invité son homologue à se rendre à Bamako dès que possible.

Paris a décidé en février son retrait militaire du Mali, dans un contexte sécuritaire dégradé et sur fond de tensions entre Paris et les militaires au pouvoir qui ont décidé début mai de rompre les accords de défense conclus avec la France et ses partenaires européens, dénonçant des «atteintes flagrantes à sa souveraineté». La France a jugé «injustifiée» cette décision malienne et a formellement contesté toute violation du cadre juridique bilatéral qui serait imputable à la force Barkhane. Le gouvernement du Mali a ensuite décidé, le 15 mai, de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, accusant l'organisation d'être «instrumentalisée» depuis l'«extérieur», sans citer expressément la France.

Source : RT

Féguibasket

La guéguerre de leadership continue de plus belle

Le mardi 17 mai, lors d'une conférence de presse, le camp d'Amadou Camara a accusé celui de Sakoba Keïta d'avoir violé les textes de lois régissant la Fédération guinéenne de basketball, pour briguer un troisième mandat.

Apparemment, la guéguerre de leadership qui secoue la Fédération guinéenne de basketball (Féguibasket) depuis 2018 est loin de connaître son épilogue, au grand dam des amoureux de cette discipline sportive qui se pratique de plus en plus dans le pays. Le camp de Sakoba Keïta et celui d'Amadou Camara n'arrivent toujours pas à enterrer la hache de guerre. Le mardi 17 mai, lors d'une conférence de presse, le camp d'Amadou Camara a accusé celui de Sakoba Keïta d'avoir violé les textes de lois régissant le secteur, pour briguer un troisième mandat. « Nous nous battons, parce qu'il y a eu violation des textes de lois. Le combat que nous menons n'est dirigé ni contre la personne de Sakoba ni contre une autre personne. Sakoba était de l'ancienne équipe, il gérait la commission compétitions au sein de la FEGUIBASKET. Il

fait partie de ceux qui ont voté la limitation de mandats. Le problème est né parce qu'il a voulu changer les textes à quelques mois du congrès... Il a fait un congrès en février 2018, juste pour supprimer la limitation de mandats, mais il n'a sorti le procès-verbal qu'en novembre. Nous avons refusé de nous associer à ce congrès, nous ne le reconnaissons pas, parce qu'il est disqualifié », a martelé Amara Babila Kéïta, vice-président de la Fédération guinéenne de basketball version Amadou Camara. Avant de faire des révélations sur la gestion de l'équipe de Sakoba Keïta.

« Aujourd'hui, nous avons mis la main sur le contrat d'Orange Guinée avec la fédération guinéenne de basketball. Il y a d'autres contrats (...). L'autre camp a insinué qu'il menait ses activités sur fonds propres, ce n'est pas vrai. Nous avons des preuves qu'ils ont signé un

contrat de sponsoring avec Orange-Guinée en 2018, le document est disponible au Trésor public, les relevés bancaires de la fédé en font foi. C'est un contrat qui s'élève à plus de 1 milliard 400 millions de francs guinéens. Et il y a d'autres contrats, mais la trésorerie est mal gérée... La fédération reçoit également la subvention de la FIBA. Elle avait reçu une première tranche de 50 000 dollars américains. De source sûre, la deuxième tranche de 70 000 dollars vient de tomber (...). Monsieur Sow vous a parlé de la vente des visas. Faire voyager d'autres personnes à la place des cadres du basket. Nous avons des actes notariés, des attestations qui engagent ces gens à payer des montants demandés (4 à 6 mille euros par personne) s'ils rentraient en Europe et arrivaient à fuir. On peut vous donner le nombre de personnes », a confié à



la presse Amara Babila Kéïta.

Espérons que Lansana Béa Diallo, l'actuel ministre en charge des Sports trouvera les mots justes et la stratégie né-

cessaire pour amener les protagonistes de cette crise à fumer le calumet de la paix.

Kéfina Diakité

Gouvernement

Des conseils des ministres programmés à l'intérieur du pays



Le jeudi dernier, dans le compte rendu du conseil des ministres, il a été an-

noncé que les prochaines sessions du conseil interministériel et celui

des ministres se tiendront à l'intérieur du pays. Le coup d'envoi

sera donné ce mardi 24 mai à N'zérékoré, la capitale de la Guinée forestière. Une délocalisation diversement appréciée.

Il faut dire que si cette autre innovation du CNRD et du gouvernement de transition est saluée par certains Guinéens, d'autres parlent plutôt de populisme, de perte de temps et de fuite en avant alors que la junte devrait accélérer la cadence pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Après les séries de nominations au niveau des différents départements ministériels, l'on s'en souvient, les premiers (ministres, secrétaires généraux, chefs de cabinet) se sont retrou-

vés, les uns après autres, dans un camp militaire à Forécariah, pour une retraite fort instructive et stratégique.

Aujourd'hui, ce sont les conseils interministériels et les sessions ordinaires des conseils des ministres qui sont délocalisés à l'intérieur du pays pour un mois. Dans la foulée, le CNRD a pris la décision de suspendre les opérations de démolition des maisons dans le cadre de la récupération des biens et domaines de l'État sur toute l'étendue du territoire national, à cause notamment des grandes pluies qui s'annoncent.

Tidiane Diallo

DCPJ et Commissariat central de Kaloum

Des cas d'évasion qui mettent en colère le procureur général

Lors d'une visite inopinée qu'il a effectuée le lundi 16 mai dans les locaux de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) et au Commissariat Central de Kaloum, le Procureur Général près la Cour d'Appel de Conakry, Alphonse Charles Wright, a appris avec déception l'évasion de certains détenus. Il a confié à la presse que toutes les personnes impliquées dans ces cas d'évasion seront placées sous mandat de dépôt.

« Nous avons constaté au niveau de la Direction Centrale de la Police Judiciaire, que nous venons à peine de quitter, qu'il y a un cas d'une personne qui a été placée sous mandat de dépôt mais par l'impossibilité du parquet de la placer à la prison a été confiée. On nous dit banalement que cette personne a pris la poudre d'escampette dans un service aussi sécurisé, on ne peut pas comprendre. C'est pourquoi, les instructions ont été données au procureur du TPI de Kaloum à ce que toutes les personnes qui sont impliquées dans ça soient placées sous mandat de dépôt et

qu'elles soient déférées devant un juge pour complicité d'évasion. C'est comme si c'était de la télépathie, nous venons au commissariat central de Kaloum, on nous informe ici qu'il y a trois personnes qui se sont évadées, c'est-à-dire que c'est comme si tout était fait pour que ça soit fait. Donc nous, nous disons que ces trois personnes, ils doivent les rechercher. Mais tous ceux qui sont impliqués dans ça, il y a des policiers qui sont au nombre de sept, ils vont tous être déférés tout de suite, et vont tous être placés sous mandat de dépôt, suivant la procé-



dure de flagrant délit. Ils seront placés sous mandat de dépôt, suivant la procédure de flagrant délit. Ils seront placés

devant le juge pour qu'ils donnent leurs versions des faits dans le respect strict du droit sacré à la défense », a martelé le

Procureur Général près la Cour d'Appel de Conakry, Alphonse Charles Wright.

Kèfina Diakité